

LONDA 2023

RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE



ANGOLA

Publié en avril 2024

Rapport produit par Paradigm Initiative

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous quelque forme que ce soit, à condition que les éditeurs soient dûment mentionnés et que l'œuvre soit présentée sans aucune distorsion.

Droits d'auteur © 2024 Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org

2

LONDA
2023
RAPPORT SUR
LES DROITS
NUMÉRIQUES
ET L'INCLUSION
EN AFRIQUE



Creative Commons Attribution 4.0 Internationale (CC BY 4.0)
ISBN: 978-978-789-359-3

CRÉDITS

Rapport de Pays:
Maria Malomalo

Équipe éditoriale:
'Gbenga Sesan
Nnenna Paul-Ugochukwu
Thobekile Matimbe

Traducteur:
Paper Bag Africa

Rédacteur de copie:
Dr. Mouhamed Diop

Conception et mise en page:
Kenneth Oyeniya



Angola

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les droits et libertés numériques sont des droits humains fondamentaux. Le rapport national de l'Angola a utilisé une analyse documentaire et des entretiens avec des informateurs clés pour se pencher sur les questions de droits numériques les plus urgentes du pays : l'inclusion numérique, le développement des TIC et des technologies émergentes, la protection des données et la cybersécurité, ainsi que les fonds pour le service et l'accès universel. L'étude a révélé qu'il y a eu une augmentation notable par rapport à 2022 de la pénétration d'Internet et de l'utilisation de la technologie mobile en Angola. Dans le même temps, la promotion accélérée des plateformes numériques pour les transactions financières et les efforts visant à accroître le haut débit ont contribué de manière significative à l'amélioration des infrastructures et à l'inclusion numérique. Malgré ces progrès, les taux d'inflation élevés ont entraîné des coûts de données prohibitifs, une mauvaise infrastructure et une ambiguïté dans la gestion du service universel et des fonds d'accès, qui limitent la pleine jouissance des droits numériques. Le rapport recommande une évaluation et un suivi réguliers des initiatives d'inclusion numérique afin d'identifier les domaines à améliorer, notamment la collecte de données sur la pénétration d'Internet, le développement des compétences numériques et l'évaluation de l'impact de divers programmes sur les communautés. Il

est également recommandé que le contenu et les services numériques soient rendus accessibles aux personnes handicapées et qu'une attention particulière soit accordée à la collaboration entre le gouvernement, le secteur privé, les établissements d'enseignement et la communauté.

Introduction

L'Angola est un pays lusophone d'Afrique australe avec des frontières avec la Namibie, la Zambie, le Botswana et la République démocratique du Congo (RDC) et une population de 33,08 millions d'habitants selon les statistiques de 2022.¹ Depuis son indépendance en 1979, l'Angola est dirigé par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), avec João Lourenço comme président actuel.² Le pétrole est le principal contributeur du pays au produit intérieur brut (PIB), ce qui entraîne un taux de pauvreté élevé en raison de la fluctuation des prix du pétrole.³ Le rapport Freedom on the Net 2023 de Freedom House a évalué l'Angola comme partiellement libre avec un score de 61 sur 100, 0 étant le moins libre et 100 le plus libre.

En 2023, l'Angola a connu une augmentation de la pénétration d'Internet de 3,1 % par rapport à 2022.⁴ Le plus grand réseau mobile du pays, Unitel, a étendu son réseau 4G à plus de 80 % du pays, tandis que les services 5G sont devenus disponibles dans les grandes villes, dont Luanda et Benguela.⁵

Au cours de la même année, Conecta Angola a été lancé pour relier les zones à forte population aux points d'accès Internet dans chaque province.⁶ L'expansion des services Internet a été rendue possible par la commercialisation du satellite de communication angolais, Angosat 2.⁷ Le pays a également reçu un investissement de la Banque Chinoise d'exportation et d'importation pour étendre son projet de haut débit.⁸ En outre, le gouvernement a annoncé l'élaboration d'une stratégie nationale de cybersécurité et la création d'une école de cybersécurité.⁹ Malgré les progrès réalisés au cours de l'année, l'inflation observée en raison de la baisse des prix du carburant et du remboursement de la dette a augmenté¹⁰ les coûts des données et des TIC affectant l'accès. De plus, une électricité peu fiable, en particulier dans les communautés rurales, affecte l'accès à Internet et aux technologies mobiles.¹¹ Le maintien de la propriété du gouvernement dans Unitel et Angola Telecom¹² crée un monopole dans le secteur. L'utilisation floue du Fonds pour le service et l'accès universels a pareillement conduit à des questions croissantes sur les objectifs du fonds.¹³

¹ La Banque mondiale et l'Angola: <https://www.worldbank.org/en/country/angola/overview>

² Comme ci-dessus.

³ Comme ci-dessus.

⁴ Simon Kemp, « Digital 2023 : Angola », DataReportal, 13 février 2023,

<https://datareportal.com/reports/digital-2023-angola>

⁵ Myles, , « Angola : Unitel accélère l'extension de la couverture de son réseau de télécommunications

», Extensia, 13 décembre 2023 <https://extensia-ltd.com/2023/12/13/angola-unitel-accelerates-the-extension>

-de-la-couverture-de-son-reseau-telcoms/

⁶ Jornal de Angola, « Conecta Angola prevê internet para mais de 30 mil cidadãos », 27 janvier 2024 <https://www.jornaldeangola.ao/ao/noticias/conecta-angola-preve-internet-para-mais-de-30-mil-cidadaos/>

⁷ Simon Kemp, « Digital 2023 Angola », 13 février 2023 <https://datareportal.com/reports/digital-2023-angola>

⁸ Agence de presse angolaise, « Angola : la Chine accorde un prêt de 249 millions de dollars pour un projet de

haut débit en Angola », 1er janvier 2023 <https://allafrica.com/stories/202301120264.html>

⁹ Lusa/Verangola, « L'Angola prépare une stratégie nationale de cybersécurité contre les cyberattaques », 10 mai

2023 <https://www.verangola.net/va/en/052023/Tecommunications/35500/Angola-is-preparing-a-Strategie-nationale-de-cybersécurité-contre-les-cyberattaques.htm>

¹⁰ Banque mondiale, Aperçu de l'Angola <https://www.worldbank.org/en/country/angola/overview>

¹¹ Liberté sur le Net (2023)

¹² JF Sebastião TV CABO et UNITEL parmi les entreprises à privatiser en 2023, 04 mai 2023

<https://www.menosfios.com/en/tv-cabo-e-unitel-entre-as-empresas-a-privatizar-em-2023/>

¹³ Jornal de Angola, « Fundo sem visibilidade é pago pelos operadores » 8 octobre 2010, <https://www.jornaldeangola.ao/ao/noticias/fundo-sem-visibilidade-e-pago-pelos-operadores/>

► Analyse du pays

Accès Internet et inclusion numérique

L'inclusion numérique fait référence aux efforts et aux initiatives visant à fournir un accès égal aux technologies et aux ressources numériques à tous les individus du pays, quel que soit leur statut socio-économique, leur situation géographique ou d'autres obstacles potentiels. En 2023, l'Angola a fait des progrès raisonnables dans l'expansion de son infrastructure numérique, notamment en développant les télécommunications et la connectivité Internet. L'année 2023 a été marquée par une augmentation substantielle de l'utilisation d'Internet et du mobile en Angola. Au total, 11,78 millions d'internautes ont été recensés début 2023 avec un taux de pénétration de 32,6%, soit une augmentation de 3,1% des internautes entre 2022 et 2023.¹⁴

En outre, 3,7 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux ont été enregistrés, représentant 10,2 % de la population totale et 20,11 millions de connexions mobiles cellulaires actives, soit 55,7 %.¹⁵ Au cours de la période sous revue, la plus grande compagnie de téléphone, Unitel, a signalé une augmentation de la couverture 4G LTE dans 126 municipalités, 167 communes rurales et 17 autres localités, représentant 76,8 % des 164 municipalités de l'Angola et 30,8 % des 542 municipalités du pays.¹⁶ Unitel a également signalé la disponibilité d'un réseau 5G dans huit municipalités de Luanda, deux à Benguela et une à Huambo.¹⁷ En 2023, Unitel a ouvert le câble sous-marin du nord, qui relie les provinces de Cabinda et du Zaïre et améliore la connectivité Internet.¹⁸

La promotion de la culture numérique est essentielle pour garantir que tous les individus puissent utiliser efficacement les technologies numériques. Les programmes éducatifs et les initiatives de formation peuvent donner aux individus les compétences nécessaires pour naviguer dans le paysage numérique, accéder à l'information et utiliser les services en ligne.

Le gouvernement angolais a lancé un plan stratégique en cours de consultation axé sur le développement des compétences numériques, l'expansion de la culture numérique des étudiants et des enseignants, l'équipement des écoles primaires et secondaires en ordinateurs et Internet et la création d'une université virtuelle.¹⁹

Le développement continu des services financiers numériques a contribué à l'inclusion financière. Encourager les services bancaires mobiles et les systèmes de paiement numérique peut apporter des services financiers à des populations auparavant mal desservies. Le pays a été témoin de la prolifération et de l'expansion des services électroniques pour stimuler l'économie numérique. Empresa Interbancária de Serviços et Mastercard ont développé une carte sans contact comarque pour les paiements transfrontaliers, notamment destinés aux hommes d'affaires.²⁰ En outre, l'Agence gouvernementale des États-Unis pour le développement international (USAID) et une

6

¹⁴ Simon Kemp, « Digital 2023 : Angola », DataReportal, 13 février 2023, <https://datareportal.com/reports/digital-2023-angola>

¹⁵ Comme ci-dessus

¹⁶ Myles, « Angola : Unitel accélère l'extension de la couverture de son réseau de télécommunications », Extensia, 13 décembre 2023 <https://extensia-ltd.com/2023/12/13/angola-unitel-accelerates-the-extension-de-la-couverture-de-son-reseau-telcoms/>

¹⁷ Comme ci-dessus

¹⁸ Winston Qiu, « Unitel débarque 2 câbles sous-marins africains en Angola », 3 août 2023 <https://www.submarinenetworks.com/en/systems/asia-europe-africa/2africa/unitel-lands-2africa-subsea-cable-in-angola>

¹⁹ Agence de presse angolaise, « La stratégie à long terme de l'Angola prévoit une éducation numérique plus inclusive », 8 juin 2023 <https://allafrica.com/stories/202306090261.html>

²⁰ Vaughan O'Grady, « Initiatives de transformation numérique en cours en Angola », 8 août 2023 <https://developingtelecoms.com/telecom-technology/customer-management/15344-digital-transformation-initiatives-on-the-way-in-angola.html>

compagnie de téléphone, Africell, ont lancé un projet “L’argent numérique est meilleur” destiné à étendre l’utilisation des applications mobiles.²¹ De même, la Banque nationale d’Angola (BNA) et le PNUD ont organisé conjointement un atelier pour promouvoir l’inclusion numérique dans les micro-entreprises.²² Ces partenariats démontrent l’importance des agences de développement internationales et du secteur privé dans le progrès des technologies numériques en Angola.

Malgré des progrès considérables en matière d’inclusion numérique, les technologies numériques, la protection des données et les lacunes en matière de cybersécurité affectent toujours les droits numériques des Angolais. Entre mai et juin 2023, le kwanza angolais s’est déprécié de 40 % par rapport au dollar américain en raison de la baisse des revenus pétroliers et de l’augmentation du service de la dette extérieure.²³ La crise économique à laquelle l’Angola a été confronté en 2023 a affecté le coût des technologies de l’information et de la communication, limitant l’accès à Internet.²⁴ Les prix élevés, le manque de signal Internet et l’instabilité du réseau affectent l’accès à Internet et à la technologie mobile.²⁵

En raison de la détérioration de la situation économique, la fracture numérique pourrait se creuser en raison des différences entre les sexes, de la stratification sociale et de la géolocalisation.

Seulement 73,7% de la population urbaine et 7,3% de la population rurale en Angola ont accès à l’électricité.²⁶ Dans les régions confrontées à des défis en matière d’électricité, les pannes de courant constantes affectent l’accès à Internet, creusant encore davantage la fracture numérique.²⁷ Par conséquent, même dans les cas où des points Internet gratuits sont fournis, un accès limité à l’électricité affecte l’accès à Internet. Outre les défis liés au coût de la vie et aux coupures d’électricité, il convient de noter que le gouvernement angolais reste le plus grand acteur du secteur des télécommunications. Malgré les engagements de privatiser le plus grand fournisseur de réseaux mobiles, UNITEL, qui appartient à l’Institut national de gestion des actifs et des participations (IGAPE) et à la compagnie pétrolière nationale Sonangol, la société reste aux mains du gouvernement.²⁸ Le contrôle continu de l’État sur le fournisseur de téléphonie mobile compromet les libertés numériques et nuit aux pratiques loyales dans l’environnement plus large.

Les retards dans l’enregistrement de Starlink, un fournisseur Internet alternatif, limitent également l’accès pour la population. Les premières prévisions prévoient que Starlink commencerait à fonctionner au troisième semestre 2023. Cependant, les retards dans l’approbation réglementaire de l’Institut angolais des communications (INACOM) ont affecté les opérations.²⁹ Le fournisseur de services devrait commencer ses opérations au cours du dernier trimestre 2024.

Développements dans les TIC et les technologies émergentes

Des développements dans les technologies de l’information et de la communication et les technologies émergentes en Angola étaient en cours en 2023, le gouvernement et le secteur privé tentant d’exploiter le potentiel des nouvelles technologies émergentes. Des investissements ont été réalisés pour développer et améliorer l’infrastructure des télécommunications. Au cours de la période sous revue, le projet Angola Online, une initiative promue par le gouvernement, a continué à établir des hotspots à travers le pays. Angola-online a été créé en 2014 pour accroître l’accès aux technologies numériques et améliorer les connaissances numériques, en particulier parmi les groupes traditionnellement marginalisés.³⁰ De plus, 2023 a vu le lancement de « Conecta Angola » lors du Forum international des technologies de l’information et de la communication en Angola

7

²¹ Comme ci-dessus

²² Agence de presse angolaise, « Angola : Bna et le PNUD promeuvent l’inclusion numérique dans les micro-entreprises », 4 juin 2023 <https://allafrica.com/stories/202306060068.html>

²³ La Banque mondiale et l’Angola <https://www.worldbank.org/en/country/angola/overview>

²⁴ Entretien avec un informateur clé tenu en décembre 2023.

²⁵ Liberté sur le Net (2023)

³² Comme ci-dessus.

³³ Comme ci-dessus.

(ANGOTIC), qui vise à établir deux points d'accès par province pour rendre Internet disponible dans les zones à plus forte densité de population.³¹ Le projet, coordonné par le ministère des Télécommunications, des Technologies de l'information et de la Communication sociale, a mis en place huit kits Internet en 2023 à Belo Horizonte (Bie), Canzar (Lunda Norte), Sombo (Lunda Sul), ITEL (Luanda), Jamba Cueio. Et Dirico (Cuando Cubango) pour fournir des hotspots sans fil gratuit.³² Conecta Angola utilise le satellite Angosat 2.³³

Angosat est un satellite de communication lancé le 12 octobre 2022 par le gouvernement angolais et ses services de télécommunications ont été testés en janvier 2023.³⁴ En 2023, Angosat a été commercialisé pour permettre aux opérateurs nationaux et internationaux de fournir des services de télécommunications et d'étendre l'accès aux zones hors ligne tout en proposant des prix compétitifs.³⁵ Les investissements dans l'expansion des réseaux à large bande et le déploiement de services Internet abordables et fiables sont essentiels à l'inclusion numérique. La Banque chinoise d'exportation et d'importation a prêté au gouvernement angolais 249 millions de dollars pour le projet haut débit afin d'aider le pays à mettre en œuvre et à étendre le haut débit.³⁶ Ce projet augmentera les infrastructures, augmentant ainsi les gains dans tous les secteurs.

En outre, le gouvernement fait des progrès pour améliorer l'accès aux services fournis par les institutions publiques. En 2023, à la suite de la signature en 2022 d'un protocole d'accord entre le gouvernement angolais et une société multinationale, Presight, le gouvernement a annoncé un investissement de 89 millions de dollars américains dans un cloud national angolais pour le stockage de données de services et d'informations gouvernementaux.³⁷ Le Cloud vise à "favoriser le développement numérique de l'économie nationale, à améliorer la perception des citoyens de la gouvernance et de l'efficacité du gouvernement, à rapprocher les citoyens des actions du gouvernement, à cultiver les talents locaux dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et des services cloud, ainsi qu'à établir une base pour la transformation numérique dans l'ensemble de l'industrie du pays."³⁸

Protection des données et cybersécurité

L'Angola a renforcé les mesures de protection des données et de cybersécurité, s'alignant sur les tendances mondiales pour relever les défis posés par la numérisation croissante de l'information. Le pays a adopté une législation sur la protection des données pour protéger la vie privée des individus et réglementer le traitement des données personnelles. La Constitution de la République d'Angola protège le droit à la vie privée en vertu de l'article 32.

En plus de la disposition constitutionnelle, le pays a promulgué d'autres lois régissant la protection des données, notamment la loi sur la protection des données personnelles (loi 22/11), la loi sur les communications électroniques et les services de la société de l'information (loi 23/11), la protection des systèmes et réseaux d'information (loi 7/17) et le décret présidentiel 214/16 du 10 octobre 2016 relatif aux règles régissant la structure de l'organisme de réglementation.³⁹ L'Autorité angolaise de protection des données (APD) supervise et applique généralement les réglementations en matière de protection des données. Il est crucial de garantir le respect des lois sur la protection des données et de promouvoir la sensibilisation. Les lois incluent la transparence, la limitation des finalités, la minimisation des données, l'exactitude, la limitation du stockage, l'intégrité et la confidentialité. Les organisations sont censées adhérer à ces principes lors du traitement des

³⁴ GGPEP, "Angostat-2 capabilities", https://ggpen.gov.ao/?page_id=7887

³⁵ Simon Kemp, "Digital 2023 Angola," February 13, 2023 <https://datareportal.com/reports/digital-2023-angola>

³⁶ Angola Press Agency, "Angola: China grants USD249 million loan for Broadband Project in Angola," January 1, 2023 <https://allafrica.com/stories/202301120264.html>

³⁷ 360 Mozambique, "Angola: New \$89 M 'Cloud' to store and facilitate access to government data and services," February 17, 2023 <https://360mozambique.com/world/angola/angola-new-89m-cloud-to-store-and-facilitate-access-to-government-data-and-services/>

³⁸ Comme ci-dessus.

³⁹ Aperçu de la protection des données en Angola <https://www.dataguidance.com/notes/angola-data-protection-overview>

données personnelles. La loi sur la protection des données ne contient pas d'exigence obligatoire de notification des violations. Cependant, la loi sur les services de communication électronique et de société de l'information impose aux entreprises proposant des services de communication accessibles au public de notifier l'APD et l'INACOM (l'autorité des communications électroniques) de toute violation intentionnelle ou imprudente de la sécurité, y compris l'accès non autorisé aux données personnelles.⁴⁰ Aucun développement majeur n'est intervenu en ce qui concerne le cadre législatif en matière de protection des données et de cybersécurité.

Lors du Forum sur la cybersécurité, le ministre d'État chargé de la Coordination économique a souligné que l'Angola était en train de créer une stratégie nationale de cybersécurité qui comprend une agence et un observatoire de cybersécurité et de créer une académie de cybersécurité.⁴¹ Investir dans une stratégie nationale claire et doter les citoyens des compétences et des connaissances nécessaires pour travailler dans le domaine de la cybersécurité renforcera la situation globale du pays en matière de cybersécurité. Par ailleurs, le ministre a souligné la nécessité de sensibiliser et d'éduquer la population sur l'importance de la cybersécurité.⁴²

Promouvoir la sensibilisation aux meilleures pratiques en matière de cybersécurité et proposer des programmes de formation aux individus et aux organisations contribuent à bâtir une société cyber-résiliente. Les initiatives de renforcement des capacités sont cruciales pour améliorer la cybersécurité globale du pays. Le Président de l'Angola a réitéré la nécessité d'une Académie de Cybersécurité, en reconnaissance de la pertinence d'aborder la cybersécurité dans le pays.⁴³

Les organisations en Angola doivent rester informées de l'évolution du paysage réglementaire, se conformer aux lois sur la protection des données, évaluer et renforcer continuellement leurs mesures de cybersécurité.

Fonds de service et d'accès universels (USAF)

L'Angola a créé un fonds pour soutenir le développement des communications (FADCOM), dont les sources de revenus proviennent des contributions des opérateurs au Fonds de service et d'accès universels (USAF), des crédits de l'État et des dons.⁴⁴ FADCOM a été créé en 2010 par le décret présidentiel 264/10, idéalement pour contribuer à l'expansion des réseaux de télécommunications et assurer l'accès universel à travers la promotion des services de télécommunications et de technologies de l'information et de la communication (TIC).⁴⁵ Généralement, le Fonds est financé par les contributions des fournisseurs de services de télécommunications opérant dans le pays, qui sont calculées en pourcentage des revenus des fournisseurs et sont orientées vers le développement de projets de service universel. Conformément à la réglementation, le fonds reçoit 1 % des revenus annuels des entreprises de télécommunications, mais il n'y a aucune clarté sur le montant dont dispose FADCOM et comment ces ressources sont utilisées.⁴⁶ L'évaluation et le suivi du Fonds sont difficiles car ils nécessitent davantage de transparence et de responsabilité. Le montant exact du Fonds est inconnu car cette information n'est pas facilement accessible. Cependant, comme le soulignent les sections sur l'inclusion numérique des personnes et le développement des TIC et des technologies émergentes, le

⁴⁰ DLA Piper, « Lois sur la protection des données dans le monde Angola », 5 février 2024 https://www.dlapiperdataprotection.com/system/modules/za.co.heliosdesign.dla.lotw.data_protection/functions/handbook.pdf?country-1=AO

⁴¹ Lusa/Verangola, « L'Angola prépare une stratégie nationale de cybersécurité contre les cyberattaques », 10 mai 2023 <https://www.verangola.net/va/en/052023/Tecomunications/35500/Angola-is-preparing-a-National-Strategie-de-cybersécurité-contre-les-cyberattaques.htm>

⁴² Comme ci-dessus

⁴³ Africa Indipomacy News, « Le président angolais lance une initiative de cybersécurité », 21 juin 2023 <https://indiplomacy.com/2023/06/21/angolas-president-launches-cybersecurity-initiative/>

⁴⁴ UNESCO, « Angola Technology », 22 mai 2023 <https://education-profiles.org/sub-saharan-africa/angola/~technology>

⁴⁵ Jornal de Angola, « Fundo sem visibilidade é pago pelos operadores » 8 octobre 2010, <https://www.jornaldeangola.ao/noticias/fundo-sem-visibilidade-e-pago-pelos-operadores/>

⁴⁶ Comme ci-dessus.

gouvernement a fait des progrès notables pour améliorer l'accès, notamment en poursuivant Angola-online, en créant Conecta Angola et en investissant dans le cloud national du pays.

En janvier 2022, le gouvernement a approuvé la restructuration des fonds publics, notamment du FADCOM, mais en mai 2023, le processus de restructuration n'avait toujours pas été mis en œuvre.⁴⁷ La manière dont l'USAF sera gérée après la restructuration n'est toujours pas claire. Les efforts visant à obtenir des informations et des commentaires supplémentaires sur le fonds et son fonctionnement ont été vains.

⁴⁷ Teresa Gando, « Restruturação dos Fundos Público está a andar muito “devagarinho” » 12 mai 2023, <https://expansao.co.ao/empresas/interior/restruturacao-dos-fundos-publico-esta-a-andar-muito-devagarinho-113124.html>

► Conclusion & Recommandations

Conclusion

Le développement réussi des TIC en Angola nécessite une collaboration continue entre le gouvernement, le secteur privé, les établissements d'enseignement et la communauté. Les efforts en cours dans ces domaines contribuent au progrès technologique et au développement économique du pays. Favoriser l'inclusion numérique en Angola nécessite une approche holistique qui aborde les infrastructures, l'éducation, l'accessibilité et la collaboration entre les différentes parties prenantes. À mesure que la technologie progresse, les efforts visant à réduire la fracture numérique seront essentiels pour garantir que tous les individus puissent pleinement participer à l'ère numérique et jouir de leurs droits. À la lumière des résultats de la recherche, les recommandations suivantes sont formulées:

Recommandations

Gouvernement

- » Donner la priorité à l'augmentation de l'accès à l'électricité pour les communautés urbaines et rurales afin de mettre en œuvre efficacement les programmes d'inclusion numérique.
- » Collaborer avec le secteur privé pour accélérer la croissance numérique et lutter efficacement contre la cybersécurité dans le respect des droits de l'homme. Le gouvernement devrait mettre en œuvre des mesures pour protéger les actifs critiques, notamment les réseaux de télécommunications, les réseaux énergétiques et les systèmes financiers, contre les cybermenaces.
- » Veiller à ce qu'une législation relative à la cybercriminalité soit mise en place pour définir les infractions, les sanctions et les procédures d'enquête et de poursuite en matière de cybercriminalité.
- » Veiller à ce que les contributions de l'USAF provenant des prestataires de services soient collectés, alloués et utilisés efficacement selon les objectifs de service universel et d'accès.
- » Publier des rapports accessibles au grand public décrivant comment les ressources de l'USAF sont distribuées et utilisées.

- » Mettre à jour la loi sur la protection des données pour inclure une disposition qui oblige les entreprises à signaler toute violation de données dans les 24 heures.
- » Donner la priorité au renforcement des capacités des agents publics en matière de technologies numériques et de cybersécurité.

Société civile

- » Surveiller les initiatives d'inclusion numérique pour garantir une plus grande transparence et responsabilité de la part du gouvernement, notamment concernant l'USAF.
- » Donner la priorité aux programmes axés sur la sensibilisation aux droits numériques et à l'inclusion numérique.

Secteur privé

- » Le secteur privé devrait investir dans l'amélioration de l'accès des communautés aux TIC en élargissant l'accès au haut débit. Le secteur privé, en particulier les entreprises de télécommunications qui contribuent à l'USAF, devraient surveiller la manière dont les ressources sont utilisées et faire pression pour une plus grande transparence et responsabilité de la part du gouvernement.

Universitaire

- » Il est nécessaire de mener davantage de recherches sur les droits numériques en Angola, en mettant délibérément l'accent sur l'USAF. Les universitaires devraient principalement se concentrer sur la manière dont le Fonds est utilisé et surveillé, ainsi que sur son efficacité à combler la fracture numérique.
-



www.paradigmhq.org

Droit d'auteur © 2024